

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

DIR	SPA	DSV 22	Reçu le	11 AVR. 2000	N°
-----	-----	--------	---------	--------------	----

ARRETE

**portant régularisation de la situation administrative
d'une installation classée pour la protection de l'environnement
et refus d'une extension.**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 1981 autorisant M. Pascal PINAULT à exploiter à PLOUASNE au lieu-dit « Linclais » un élevage de 33 000 animaux-équivalents (poulets de chair) ;
- VU la demande présentée par l'exploitant en vue de la régularisation de la situation administrative de 17 000 places animaux-équivalents (poulets de chair) et la création de 37 500 places animaux-équivalents (poulets de chair) en extension de l'élevage existant, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de SAINT-PERN (35) (29 avril 1999), EVRAN (25 mars 1999) et PLOUASNE (29 mars 1999) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile et du Sous-Préfet de DINAN émis respectivement les 24 février 1999, 29 mars 1999, 9 février 1999 et 19 juillet 1999) ;
- VU les rapports de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 7 janvier 2000 et 7 mars 2000 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 25 février 2000 :
- favorable à la régularisation de la situation administrative d'un élevage d'une capacité d'accueil de 50 000 animaux-équivalents (poulets de chair) ;
- défavorable à la construction et à l'exploitation d'un poulailler d'une nouvelle capacité d'accueil de 37 500 places animaux-équivalents (poulets de chair) ;
- CONSIDERANT qu'en l'absence de réglementation spécifique, les contrats de reprise de fientes n'ont pas la sécurité juridique indispensable ;
- CONSIDERANT que la Société de distribution du Penthievre (établissement de reprise de déjections avicoles) ne dispose pas d'installation de transformation (rubrique 2170 de la nomenclature des installations classées) ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er -

a) – M. Pascal PINAULT demeurant à PLOUASNE au lieu-dit « Linclais » est autorisé à poursuivre l'exploitation à cette adresse (section G n° 587), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage de 50 000 animaux-équivalents (50 000 poulets de chair) en présence simultanée. installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature, sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

b) – la demande présentée par M. Pascal PINAULT demeurant à PLOUASNE au lieu-dit « Linclais » en vue de la construction à cette adresse (section G n° 587) d'un élevage de 37 500 places animaux-équivalents (poulets de chair) **est rejetée**.

ARTICLE 2 -

2-1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2-2 Prescriptions générales de sécurité :

2-2-1 les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-2-2 l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-2-3 l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2-2-4 les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2-2-5 installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

3 Prescriptions particulières concernant l'élevage avicole :

3-1 Aménagement des bâtiments : la surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2 100 m².

3-2 toutes les eaux usées (sas, etc.) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3-3 transfert :

le pétitionnaire tiendra à jour un registre des enlèvements des déjections (avec les dates, le type de déjections et le tonnage) dans lequel seront joints les justificatifs (originaux des bons d'enlèvements) pour l'année en cours. Il transmettra les originaux des bons d'enlèvements à la fin de chaque année civile au service des installations classées ainsi qu'un bilan annuel justifiant l'utilisation des déjections dans la (les) zone(s) d'épandage retenue(s). Dans l'hypothèse où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par les contractants, le pétitionnaire devra fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, ou cesser l'exploitation partielle de l'élevage (32 143 places de poulets de chair).

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de PLOUASNE pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Pascal PINAULT.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Pascal PINAULT dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 1981.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de DINAN,
Le Maire de PLOUASNE
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Pascal PINAULT pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de SAINT-PERN (35) et EVRAN pour information.

SAINT-BRIEUC, le 29 MAR 2000
LE PREFET

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Signé: Denis DOBO-SCHOENENBERG

Pour copie certifiée conforme
l'Attaché, Chef de Bureau



Christian RAYMOND